

SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION-----	2
1.1	Objectifs et résultats attendus du PMPI-----	2
1.1.1	Objectifs-----	2
1.1.2	Résultats attendus -----	3
II.	LES ACTIONS ET MESURES PRECONISEES -----	4
III.	LE CADRE LOGIQUE DU PMPI-----	16
IV.	LE CHRONOGRAMME D'ACTIVITES ET LE BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PMPI	37
V.	CONCLUSION -----	52

Liste des Tableaux

Tableau 1	: Résultats attendus du PMPI.....	3
Tableau 2	: Cadre logique du PMPI.....	17
Tableau 3	: récapitulatif des montants par résultat attendu.	37
Tableau 4	: Calendrier de mise en œuvre et budget estimatif du PMI.....	38

I. INTRODUCTION

Dans le processus du développement en général, de celui des ressources en eau en particulier, la planification joue un rôle capital pour les principales raisons suivantes :

- Elle organise la transition d'une situation peu viable vers une situation meilleure délibérément et consensuellement préconisée ;
- Elle permet sur le plan stratégique (à long terme) de déterminer les différents niveaux d'objectifs et de logiques d'intervention qualitative (verticale) et quantitative (horizontale) nécessaires pour une réussite optimale de ce que l'on entreprend de faire. C'est le sens donné au Schéma Directeur de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin transfrontalier de la Mékrou et de sa zone d'influence ;
- Sur le plan opérationnel, elle permet aux acteurs de convenir des mesures concrètes et des ressources à mettre en œuvre pour l'atteinte des résultats souhaités, en apportant des réponses aux questionnements suivants : (i) qui fait quoi ? (ii) Quand et avec quelles ressources ? C'est ce qui est attendu du Programme de mesures et du Plan d'investissement (PMPI) du SDAGE ainsi que des Schémas d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) qui en découlent.

Le SDAGE, le PMPI et les SAGE, évitent ainsi les interventions désordonnées, en favorisant les comportements rationnels qui prennent en compte le futur. Tout ceci afin de prévenir les conflits et entorses majeures qui s'opposent à une gestion rationnelle, durable et rentable sur le plan socioéconomique.

Le présent document du Programme de mesures et du Plan d'investissement (PMPI) constitue par conséquent un important document en annexe du SDAGE.

Il est articulé autour des principaux points ci-après :

- (i) objectifs et résultats attendus du PMPI ;
- (ii) actions et mesures préconisées ;
- (iii) cadre logique du PMPI ;
- (iv) calendrier de mise en œuvre et le budget du PMPI ;
- (viii) conclusion

1.1 Objectifs et résultats attendus du PMPI

1.1.1 Objectifs

Il convient de rappeler que la présente étude vise à mettre à la disposition du Projet Mékrou **un référentiel pour orienter/guider sa vision et sa stratégie en matière de gestion intégrée des ressources en eau**, ceci afin d'assurer synergie et cohérence dans les différentes interventions en la matière.

En relation avec cette vision intégrée de développement économique, social et environnemental durable, les objectifs du PMPI sont :

- le mieux-être des populations à travers l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la protection contre les risques liés à l'eau ;
- la réduction de la pauvreté et une croissance économique soutenue à travers l'agriculture irriguée, l'hydraulique pastorale, la pêche, l'aquaculture, les activités minières, industrielles et artisanales, la production hydroélectrique, l'éco-tourisme ;
- la durabilité environnementale basée sur la protection des ressources en eau et les milieux associés.

Tout ceci pourrait en termes d'objectif global, être formulé comme suit : « Gérer les ressources en eau en concertation avec l'ensemble des acteurs en vue de contribuer au développement durable de l'espace de compétence du bassin transfrontalier de la Mékrou et de sa zone d'influence. ».

Cet objectif global peut être décliné en objectifs spécifiques à l'horizon 2025, ainsi qu'il suit :

- ✓ OS1 : Disposer d'un cadre de dialogue et de partage des bénéfices résultant de l'exploitation des ressources naturelles de la zone de la Mékrou et renforcer la coopération entre les pays parties prenantes ;
- ✓ OS2 : Préserver et protéger au mieux à l'horizon 2025, les ressources naturelles du bassin de la Mékrou et de sa zone d'influence, contre l'exploitation non durable des sols et écosystèmes forestiers et aquatiques, tous objets actuellement d'une gestion peu efficiente
- ✓ OS 3 : Couvrir à l'horizon 2025, les besoins de base (eau, assainissement, production céréalière, légumineuse...) des populations de l'espace d'application du SDAGE de la Mékrou et de sa zone d'influence .
- ✓ OS4 : Contribuer à la résorption des déficits en énergie électrique et à une meilleure conservation des productions agricoles de la Mékrou et de sa zone d'influence à l'horizon 2025.

1.1.2 Résultats attendus

Sur la base des objectifs spécifiques ci-dessus listés, les résultats suivants, synthétisés comme indiqué au tableau ci-dessous, seront préconisés au cours des 8 prochaines années.

Tableau 1 : Résultats attendus du PMPI

Objectif Spécifique	Résultats attendus
OS1: Disposer d'un cadre de dialogue et de partage des bénéfices résultant de l'exploitation des ressources naturelles de la zone de la Mékrou et renforcer la coopération entre les pays parties prenantes	<p>R1.1 Le CO, le CTE, le CTT le Forum Local des acteurs prévus dans l'accord-cadre de coopération sont rendus fonctionnels d'ici 2020,</p> <p>R1.2 Les acteurs du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence sont dotés de moyens de prévision efficaces et les compétences requises afin de leur permettre de faire face aux aléas climatiques et à ses conséquences dès 2020</p> <p>R1.3 Un réseau partagé de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau et des équipements adéquats installés selon les normes de l'OMM est disponible dès 2022, tandis que des données fiables sur l'eau, les usages de l'eau, la production et les écosystèmes aquatiques et forestiers sont disponibles dès 2025</p> <p>R1.4 : Le recouvrement à hauteur d'au moins 20 % des recettes par l'application des principes « préleveur-payeur » et « pollueur – payeur » est effectif d'ici 2025</p>
OS2 : Préserver et protéger au mieux à l'horizon 2025, les ressources naturelles de la zone d'influence de la Mékrou, contre l'exploitation non durable des écosystèmes forestiers et aquatiques et des sols, tous objets d'une gestion peu	<p>R2.1 La consommation de bois des ressources forestières naturelles est réduite à hauteur d'au moins 60% en 2025 afin de préserver les écosystèmes forestiers dans toutes les communes du bassin.</p> <p>R2.2 Les données relatives aux flux et reflux ainsi qu'à la santé du cheptel transhumant sont maîtrisées d'ici 2022, et les zones de passage, de transit et d'accueil saisonniers dudit cheptel sont aménagées et équipées d'ici 2025.</p> <p>R2.3 La connaissance et la gestion de l'ensemble des écosystèmes forestiers et aquatiques ainsi que les sites sacrés jugés</p>

efficente.	<p>d'importance transfrontière et/ou nationale sont maîtrisés dès 2020, et leur restauration effective dès 2025.</p> <p>R2.4 L'affluence des touristes au Parc W est améliorée d'ici 2025 de 40 % par rapport à la moyenne actuelle.</p>
<p>OS3 Couvrir à l'horizon 2025, les besoins de base (eau, assainissement, production céréalière, de légumes...) de la population de l'espace d'application du SDAGE de la Mékrou</p>	<p>R3.1 Environ 100 Mm3 d'eau de surface du bassin de la Mékrou sont mobilisés pour régulariser son régime d'écoulement et pour développer l'AEP, l'agriculture et la pêche d'ici 2025. ABN /CO-CTT</p>
	<p>R3.2 Le taux d'accès à l'eau potable des populations est relevé à 100 % dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025.</p>
	<p>R3.3: Le taux d'accès à l'assainissement (eaux usées et excréta) est relevé à au moins 50% pour les ménages, 100 % pour les établissements publics, et 220 km de caniveaux de drainage des eaux pluviales sont réalisés dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025.</p> <p>R3.4 La couverture totale de la demande en céréales et en légumes des populations de toutes les communes de la zone d'influence de la Mékrou, ainsi qu'une diversification du régime alimentaire sont assurées dès 2025.</p>
<p>OS 4 Contribuer à la résorption des déficits en énergie électrique et à une meilleure conservation des productions agricoles de la zone d'influence de la Mékrou à l'horizon 2025</p>	<p>R4.1 Une centrale électrique solaire est construite afin de couvrir au moins 60% de la demande en électricité des centres urbains du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025.</p> <p>R4.2 Au moins 22 infrastructures de production de conservation des produits maraichers et une unité agro industrielle commune production de lait sont réalisées dans le bassin transfrontalier de la Mékrou à l'horizon du SDAGE</p>

II. LES ACTIONS ET MESURES PRÉCONISÉES

Pour réaliser les résultats attendus ci-dessus, les actions et mesures ci-après seront mises en œuvre à court, moyen et long termes. Aux actions et mesures spécifiées correspondent des produits.

OS1 : Disposer d'un cadre de dialogue et de partage des bénéfices résultant de l'exploitation des ressources naturelles du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence et renforcer la coopération entre les pays parties prenantes

R1.1 Le CO, le CTE, le CTT le Forum Local des acteurs prévus dans l'accord-cadre de coopération sont rendus fonctionnels d'ici 2020,

P1.1.1 Promouvoir auprès des acteurs et les partenaires au développement, le SDAGE et l'ossature organisationnelle de la coopération entre les 3 Etats parties prenantes de l'accord-cadre de coopération

Les activités à mener sont les suivantes : (i) Elaborer un dépliant sur le SDAGE et les organes de gestion des ressources en eau du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence; (ii) Préparer et mener une campagne d'IEC auprès des acteurs du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence (usagers ; services techniques ; partenaires au développement; CEDEAO, ABN ...) sur l'accord-cadre de coopération, le SDAGE et le SAGE; (iii) Préparer les acteurs à la mise en place des différents organes locaux et transfrontaliers

- P1.1.2 Organiser officiellement les premières sessions du CTE/Mékrou et du CO/Mékrou en marge de la session la plus proche du Conseil des Ministres de l'ABN pour la validation du SDAGE du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence - ABN-SFN ; CTE

En rappel, les deux organes régionaux de la Mékrou sont le Conseil d'Orientation des Ministres (CO) et le Comité Technique des Experts du sous bassin transfrontalier de la Mékrou (CTE). Le CO, composé des Ministres en charge de l'eau et dont la mission est d'orienter, de superviser et de coordonner la mise en œuvre de l'Accord-cadre de coopération entre les Etats du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence, se réunit en marge des sessions du Conseil des Ministres de l'ABN. Par contre le CTE, composé des représentants des administrations nationales de gestion de l'eau et chargé de la mise en œuvre des délibérations du Conseil d'Orientation, se réunit en marge des sessions du Comité Technique des Experts de l'ABN. Ce sont ces deux organes qui ont à charge la validation du SDAGE du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence. Aux fins d'avoir un document de SDAGE validé et prêt à être mis en œuvre, Il s'agira donc d'organiser officiellement les premières sessions du CTE/Mékrou et du CO/Mékrou en marge de la session la plus proche du Conseil des Ministres de l'ABN pour la validation du SDAGE du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence.

Deux activités se dégagent alors de cette mesure :

- Préparer les rencontres, notamment par le biais de termes de référence des rencontres pour la validation du SDAGE ;
- Tenir les ateliers de validation du SDAGE.

- P1.1.3 Structurer et organiser le Forum Local (FL) des acteurs de chaque portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence - ABN-SFN ; STN ; AE/CB

Les Forums Locaux des acteurs du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence sont des espaces de concertation des acteurs locaux de l'eau du sous bassin national de la Mékrou au profit des structures de gestion des ressources en eau dans les Etats dont l'espace de compétence couvre les portions nationales. Les structures de gestion des ressources en eau peuvent être constituées, selon les Etats, des Agences de l'Eau, des Comités de Bassin, des Comités Locaux de l'Eau ou de toute autre structure locale de gestion par bassin hydrographique.

Cette mesure consistera à structurer et organiser le Forum Local (FL) des acteurs de chaque portion nationale de la zone d'influence de la Mékrou à dessein de constituer des espaces de concertation au profit des structures de gestion des ressources en eau.

Les activités suivantes se dégagent de cette mesure : (i) Mener auprès des acteurs locaux de l'eau, une campagne spécifique pour la mise en place des forums locaux de l'eau; (ii) Organiser matériellement la tenue des AG des FLE (iii) assurer la tenue 1ère rencontre (2 jours pour 30 représentants);

- P1.1.4 Mettre en place et opérationnaliser dès 2019, un Cadre Tripartite Transfrontalier (CTT) de dialogue et de concertation sur la gestion des ressources en eau et les écosystèmes partagés, et regroupant les acteurs locaux (usagers, services techniques,

Communes, ONG...) des trois portions nationales du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence - ABN-SFN ; STN ; AE/CB

L'Accord Cadre de Coopération institue trois niveaux concernant les organes de coopération pour la gestion durable du sous bassin transfrontalier de la Mékrou.

En ce qui concerne le niveau régional, l'Accord-cadre de coopération institue deux organes :

- un Conseil d'Orientation des Ministres du sous bassin transfrontalier de la Mékrou ;
- un Comité Technique des Experts du sous bassin transfrontalier de la Mékrou.

Au niveau national, l'Accord-cadre de coopération institue un organe focal national du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence chargé de la coordination de la gestion du bassin au niveau national. Les organes focaux nationaux du sous bassin transfrontalier de la Mékrou sont constitués des Structures Focales Nationales (SFN) de l'Autorité du Bassin du Niger.

Au niveau local, les organes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence sont les structures de gestion des ressources en eau par bassin ou sous bassin hydrographique. Ces structures de gestion des ressources en eau qui comporte les sous bassins nationaux de la Mékrou dans leur espace de compétence, peuvent consister selon les pays, en des Agences de l'Eau, Comités de Bassin, Comités Locaux de l'Eau ou toutes autres structures chargées de la gestion locale des ressources en eau par bassin hydrographique. En ce qui concerne par exemple le Burkina Faso, il s'agira de l'Agence de l'Eau du Gourma (AEG) qui comporte la portion nationale de la Mékrou dans son espace de compétence. L'AEG, à l'instar des quatre autres Agences de l'Eau créées au Burkina Faso, comporte quatre organes à savoir le Comité de Bassin, le Conseil d'Administration, la Direction générale et les Comités Locaux de l'Eau (CLE).

Comme on le constate, à part le niveau régional, il n'existe aucun organe de concertation tripartite au niveau national et local. C'est surtout l'absence au niveau local d'un tel outil qui pose problème. En effet, la concertation des acteurs locaux ne peut se faire uniquement qu'avec les structures de gestion des ressources en eau par bassin ou sous bassin hydrographique, qui ne sont que des structures locales/nationales. Si on veut réaliser une concertation des acteurs locaux au niveau local sur l'ensemble du sous bassin de la Mékrou, la concertation obtenue sera donc de trois sources, ce qui peut poser un problème à terme. Il y a lieu donc de mettre en place un Cadre Tripartite Transfrontalier (CTT) de dialogue et de concertation sur la gestion des ressources en eau et les écosystèmes partagés pour pallier cette lacune. Pour ce faire, les activités suivantes devront être menées : (i) Elaborer les projets de textes constitutifs du CTT; (ii) adopté par un acte juridique la liste nominatives des représentants des FLE au CTT; (iii) organiser la tenue de la 1ère rencontre de mise en place des membres du CTT (mise en place et de travail des membres (7 représentants par pays par exemple)

P1.1.5 Responsabiliser par rotation les SFN pour assurer le secrétariat exécutif du CTT-ABN-SFN

Une fois, la mise en place du Cadre Tripartite Transfrontalier (CTT) de dialogue et de concertation sur la gestion des ressources en eau et les écosystèmes partagés assurée, il s'agira de mener des concertations avec l'ensemble des Structures Focales Nationales (SFN) de l'Autorité du Bassin du Niger au niveau des trois pays. Pour ce faire, l'activité suivante sera menée : Acte du CO consacrant la rotation du secrétariat et de la présidence du CTT

R1.2 Les acteurs du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence sont dotés de moyens de prévision efficaces et les compétences requises afin de leur permettre de faire face aux aléas climatiques et à ses conséquences dès 2020.

- P1.2.1: Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme opérationnel de gestion des systèmes d'alerte précoce sur les inondations, les sécheresses et les déficits céréaliers - ABN /CTT; SFN- AE/CB ; Services Techniques pays

Les activités suivantes devront être menées :(i) Mener une campagne d'IEC ; (ii) identifier les acteurs directement concernés par la mise en œuvre des systèmes d'alerte; (iii) adopter les Systèmes d'alerte à mettre en œuvre; (iv) élaborer les mécanismes de mise en œuvre;

P1.2.2: Assurer la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme de gestion des systèmes d'alerte précoce

Les activités suivantes devront être menées : (i) élaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre des systèmes d'alerte; (ii) former les acteurs sur le mécanisme de mise en œuvre; (iii) assurer régulièrement le suivi-évaluation.

R1.3 Un réseau partagé de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau et des équipements adéquats installés selon les normes de l'OMM est disponible dès 2022, tandis que des données fiables sur l'eau, les usages de l'eau, la production et les écosystèmes aquatiques et forestiers sont disponibles dès 2025

- P1.3.1: Mettre en place un réseau optimum transfrontalier de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau de la zone d'influence du bassin de la Mékrou (piézométrie, hydrométrie, qualité bactériologique et physico-chimique) – ABN /SFN-CTT; SFN ; STN ; AE/CB-FL

Pour mettre en œuvre cette mesure, les activités suivantes devront être menées :(i) identifier avec les STN le type d'équipement et les points d'installation desdits équipements pour le suivi; (ii) acquérir l'équipement; (iii) installer les équipements; (iv) former les acteurs concernés à l'utilisation desdits équipements;(v) assurer la collecte et le traitement des données

P1.3.2: Assurer le suivi des phénomènes d'érosion et de comblement des lits de la Mékrou et de ses affluents

Pour mener cette mesure les activités suivantes seront conduites :(i) identifier les sites de contrôle; (ii) mettre en place un réseau (échelles) de suivi de l'envasement des lits de la Mékrou et des plans d'eau de surface; (iii) former les acteurs à la collecte et au traitement des données

- P1.3.3 Elaborer et mettre en place un SIG transfrontalier opérationnel pour la gestion des données sur l'eau et les écosystèmes de la zone d'influence de la Mékrou (qualité, quantité, usages, état de dégradation des berges, prolifération des plantes nuisibles, ...) en relation avec l'ABN et les STN compétentes- ABN /CO-CTT; SFN ; STN

La mise en œuvre de cette mesure requiert celles des activités suivantes (i) Elaborer les TdR du SIG ; (ii) Conduire une étude pour l'élaboration du SIG; (iii) veiller à mettre en adéquation les besoins en inputs des modèles mathématiques d'aide à la prise de décision et les données du SIG; (iv) former les acteurs concernés pour l'exploitation du SIG.

R1.4 : Le recouvrement à hauteur d'au moins 20 % des recettes par l'application des principes « préleveur-payeur » et « pollueur –payeur » est effectif d'ici 2025

P1.4.1: Etablir la faisabilité de la mise en œuvre des principes « préleveur-payeur » et «pollueur-payeur » dans la zone d'influence de la Mékrou

L'Accord-cadre de Coopération, à propos des principes « préleveur-payeur » et «pollueur-payeur » dans la zone d'influence de la Mékrou, édicte :

- a) le principe préleveur-payeur, en vertu duquel les usages de l'eau donnent lieu au paiement d'une redevance destinée à contribuer au financement de la gestion des ressources en eau et de l'environnement dans le sous bassin transfrontalier de la Mékrou;
- b) le principe pollueur-payeur, en vertu duquel les coûts des mesures de prévention, de maîtrise et de réduction de la pollution dans le sous bassin transfrontalier de la Mékrou sont à la charge du pollueur ;

Plus loin, l'Accord-cadre de Coopération en son Article 31. Politiques et législations en matière d'eau, stipule que : « Les Etats s'efforcent d'adopter et de mettre en œuvre de manière effective des politiques, des stratégies intégrées et des législations internes efficaces pour l'utilisation et la protection des ressources en eau ainsi que la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique du sous bassin transfrontalier de la Mékrou. Ils veillent, à cet effet, à harmoniser leurs politiques, stratégies et cadres législatifs dans les domaines pertinents de la gestion durable des ressources en eau et de l'environnement », montrant par là sa volonté de parvenir à une gestion commune des Etats de la législation en matière d'eau.

Il en découle les activités suivantes : (i) conduire une étude de faisabilité ; (ii) faire adopter le document; (iii) Mener des campagnes d'IEC afin d'obtenir l'adhésion des contribuables potentiels de la zone d'influence de la Mékrou ; (iv) identifier les redevables.

- o P1.4.2 Elaborer un document technique définissant les assiettes et leurs montant, les mécanismes d'application et les modalités de gestion des produits issus des dites taxes

Pour remplir cette mesure, il s'agira de : (i) mener une étude technique sur les taxes; (ii) définir les mécanismes et les modalités de recouvrement et de gestion des taxes; (iii) obtenir l'adhésion des contribuables.

P1.4.3 : Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre

Pour mettre en œuvre cette mesure, il s'agira d'élaborer le document de suivi-évaluation et de renforcer les compétences des acteurs à son application.

OS2 : Préserver et protéger au mieux à l'horizon 2025, les ressources naturelles de la zone d'influence de la Mékrou, contre l'exploitation non durable des écosystèmes forestiers et aquatiques et des sols, tous objets d'une gestion peu efficiente

R2.1 La consommation de bois des ressources forestières naturelles est réduite à hauteur d'au moins 60% en 2025 afin de préserver les écosystèmes forestiers dans toutes les communes du bassin.

- P2.1.1 Appuyer les communes, les associations communautaires et le secteur privé pour la plantation d'au moins 2 000 ha de forêts communales, communautaires ou privées de ligneux à croissance rapide par commune (et ouverts au pâturage) exploitables dès 2025 - ABN /CO-CTT ; ABN ; SFN

Cette mesure consistera à : (i) Mener une campagne d'IEC sur la pertinence et les avantages des plantations; (ii) Etude d'identification et de choix des sites ; (ii) organiser et former les acteurs bénéficiaires à la gestion contrôlée des forêts; (iii) acquérir les plants; (iv) organiser la distribution/vente du bois.

- P2.1.2 Promouvoir la fabrication et l'équipement en foyers améliorés d'au moins 80% des ménages de chaque commune de la zone d'influence de la Mékrou - ABN /CO-CTT ; SFN ; STN.

Pour ce faire il s'agira de : (i) identifier et former les artisans locaux; (ii) soutenir la fabrication.

- P2.1.3 Equiper progressivement 40% des ménages du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence en foyers solaires et 80% des ménages en foyers améliorés à l'horizon 2025
- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN

Cette mesure consistera à : (i) mener une campagne IEC, (ii) assurer la vente foyers solaires.

R2.2 Les données relatives aux flux et reflux ainsi qu'à la santé du cheptel transhumant sont maîtrisée d'ici 2022, et les zones de passage, de transit et d'accueil saisonniers dudit cheptel sont aménagées et équipées d'ici 2025.

P2.2.1 Aménager les zones adaptées au pâturage du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence

Les activités suivantes devront être menées :(i) Mener une étude sur l'identification et la cartographie des zones aménageables et sur la sécurité foncière y relative; (ii) faire un choix consensuel des zones à aménager en accord avec les propriétaires terriens; (iii) élaborer les dossiers techniques d'aménagement (PEM; paire de pâture; aire de repos; pistes,...); (iv) réaliser les travaux.

- P2.2.2 Renforcer l'aménagement des couloirs de transhumance par la mise en place de postes de contrôle des mouvements des troupeaux transhumants de la zone d'influence de la Mékrou- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN

Les activités suivantes devront être conduites : (i) identifier les postes de contrôle des flux et reflux du cheptel transhumant; (ii) mettre en place les dispositifs de suivi et de contrôle de la transhumance (kits de contrôle de santé y compris).

- P2.2.3 Définir et mettre en place, un système informatisé de collecte et d'échanges des données relatives à la santé, au nombre et aux mouvements saisonniers des troupeaux transhumants aux postes de contrôle de la zone d'influence de la Mékrou entre les services techniques concernés des 3 pays- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN

Pour ce faire, les activités suivantes seront menées : (i) Elaborer un SIG couplé à une base de données sur les flux et reflux et sur la santé; (ii) former les contrôleurs à l'exploitation des dispositifs de contrôle et de suivi.

R2.3 La connaissance et la gestion de l'ensemble des écosystèmes forestiers et aquatiques ainsi que les sites sacrés jugés d'importance transfrontière et/ou nationale sont maîtrisés dès 2020, et leur restauration effective dès 2025.

- P2.3.1 Elaborer dans le cadre du CTT, un plan guide opérationnel d'aménagement et de gestion des écosystèmes forestiers, des sites culturels sacrés et des espaces pastoraux de la zone d'influence de la Mékrou en 2020

Cette mesure consistera à : (i) établir l'état des lieux des écosystèmes et des sites sacrés; (ii) élaborer et adopter le plan opérationnel d'aménagement et de gestion; (iii) approuver le plan

- P2.3.2 Elaborer des plans communaux de restauration et de protection intégrée des écosystèmes partagés et locaux ainsi que des sites sacrés dégradés et/ou menacés - ABN /CO-CTT ; SFN ; STN ;

La réalisation de cette mesure entraînera les activités suivantes : (i) Appuyer dans le cadre des FLE, les communes pour l'élaboration de plans communaux de restauration et de protection; (ii) mettre un dispositif durable de veille sur le respect des zones de protection des écosystèmes et des sites écologiques sacrés;

- P2.3.3 Définir et délimiter des zones de protection rapprochée des écosystèmes aquatiques et forestiers ainsi que des sites sacrés de la zone d'influence de la Mékrou
 - Pour ce faire, il s'agira de : (i) identifier les zones; (ii) mettre en place des balises de délimitation; (iii) assurer la police de l'eau et/ou de l'environnement

- P2.3.4 Restaurer 100% des écosystèmes et sites sacrés dégradés identifiés- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN ;

Cette mesure consistera à : (i) élaborer un dossier technique; (ii) réaliser les travaux.

- P2.3.5 Equiper et former à l'utilisation et à la gestion, chaque service technique national (eau et environnement) en charge de la gestion des écosystèmes aquatiques et forestiers du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence d'au moins 3 drones de surveillance

Cette mesure consistera à : (i) acquérir 9 drones de surveillance équipés de caméras; (ii) former les services techniques à l'utilisation pour la surveillance et la gestion des appareils;

- P2.3.6 Définir et mettre en œuvre, un dispositif et un mécanisme de mise en synergie des actions des polices de l'environnement et de l'eau des 3 pays dans toute la zone d'influence de la Mékrou - ABN /CO-CTT ; Pays/PTF ;AE/CB;

La mise en œuvre de cette mesure exigera les activités suivantes :(i) Conduire une étude; (ii) produire un protocole de collaboration entre les polices de l'eau et de l'environnement des trois pays; assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre du dispositif

R2.4 L'affluence des touristes au Parc W est améliorée d ici 2025 de 40 % par rapport à la moyenne actuelle. .

- P2.4.1 Consolider l'ensemble des pistes d'accès, les locaux, le système d'assainissement et d'alimentation en eau potable des sites d'hébergement des visiteurs du parc W

Cette mesure nécessitera de (i) établir un état des lieux des infrastructures d'accueil du parc W; (ii) procéder aux réfections et à l'aménagement de nouvelles structures d'accueil pour en augmenter le confort.

- P2.4.2 Aménager et équiper des postes d'observation de la faune sauvage pour le tourisme de vision - ABN /CO-CTT ; STN

Pour remplir cette mesure, les activités suivantes sont nécessaires :(i) Choisir les postes d'observation de la faune sauvage les mieux indiqués; (ii) aménager et équiper lesdits postes

OS3 : Couvrir à l'horizon 2025, les besoins de base (eau, assainissement, production céréalière, de légumes...) de la population de l'espace d'application du SDAGE de la Mékrou

R3.1 Environ 100 Mm3 d'eau de surface du bassin de la Mékrou sont mobilisés pour régulariser son régime d'écoulement et pour développer l'AEP, l'agriculture et la pêche d'ici 2025. ABN /CO-CTT

- P3.1.1 Construire en territoire béninois un barrage-seuil commun ou d'intérêt commun d'une capacité de 100 Mm3 – ABN /CO-CTT ; Etats/PTF

Cette mesure entraîne les activités suivantes : (i) réaliser les études techniques (APS; APD; EIES); (ii) convenir de la répartition des coûts d'investissements entre les 3 Etats; (iii) mobiliser les ressources financières et les appuis nécessaires ; (iv) réaliser les travaux et assurer le contrôle et la surveillance; (iv) définir les modalités de sa gestion; (v) Etablir une clé de partage des volumes d'eau stockés destinés à l'AEP des villes et à l'irrigation (41 Mm3) entre les 3 pays ; (vi) convenir de la répartition des eaux du lac et du partage des bénéfices.

- P3.1.2 Construire un seuil de dérivation des eaux du barrage pour l'alimentation des mares du parc W- ABN /CO-CTT -Pays/PTF ; STN

Cette mesure conduira à :(i) mener les études techniques; (ii) réaliser et contrôler les travaux; (iii) définir un plan de gestion de la dérivation.

- o P3.1.3 Construire deux seuils de dérivation des eaux du réservoir de stockage au niveau des portions nationales du Burkina Faso et du Niger pour soutenir l'AEP et la petite irrigation la mobilisation des volumes nécessaires à l'AEP et à l'irrigation- ABN /CO-CTT ;

Cette mesure conduira à : (i) mener les études techniques; (ii) convenir du choix des tracés; (iii) et réaliser et contrôler les travaux.

- o P3.1.4 Maintenir 50 Mm3 des eaux stockées afin de soutenir un d'étiage minimum de 2,5 m3/s à la confluence de la Mékrou avec le lit principal du fleuve Niger- ABN /CO-CTT - Pays/PTF ; STN

Il s'agira de mener les activités suivantes : (i) définir un niveau minimal qui assure l'étiage de 2,5 m3/s; (ii) mettre en aval des stations hydrométriques de contrôle; (iii) assurer la gestion des stations

- o P3.1.6 Promouvoir par la pisciculture et la pêche de capture, la production d'au moins 5 000 T de poisson /an- ABN /CO-CTT-FL

Les activités suivantes seront mises en œuvre pour la réalisation de cette mesure : (i) convenir de l'accès au lac aux pêcheurs des 3 pays; (ii) réaliser des aménagements piscicoles; (iii) organiser la filière pêche autour du lac et du cours de la Mékrou; (iv) Organiser la production d'alevins et l'empoisonnement des lacs; (vi) mettre aux normes les conditions de pêche; (v) former les pêcheurs et les autres acteurs de la filière

R3.2 Le taux d'accès à l'eau potable des populations est relevé à 100 % dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025.

- o P3.2.1 Créer 60 AEP multi-villages ou leurs équivalents en PEM (Bénin: 35; Burkina Faso: 13; Niger 12) supplémentaires (Bénin : EPM ; Burkina Faso : EPE ; Niger : EPE) pour la couverture de la demande en eau potable des zones rurales de toutes les communes de la zone d'influence de la Mékrou (AEP multi-villages, centre de distribution, PMH...) à l'horizon 2025-

Cette mesure consistera à : (i) élaborer un projet commun d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans le bassin transfrontalier et sa zone d'influence; (ii) convenir de la répartition des coûts d'investissement structurant; (iii) convenir des modalités de sa mise en œuvre; assurer sa mise en œuvre.

- o P3.2.2 Traiter 6 Mm3/an supplémentaires d'eau brute de la Mékrou afin d'assurer la couverture à 100% de la demande en eau potable des populations urbaines (en appui aux sociétés nationales de distribution d'eau potable) à l'horizon 2025-ABN /CO-CTT-FL; SFN ; Sociétés nationales de distribution de l'eau potable

Cette mesure consistera à : (i) établir des protocoles de mise en œuvre avec les sociétés de distribution d'eau potable des 3 pays; (ii) convenir de la répartition des volumes d'eau brute par pays; (iii) appuyer les sociétés nationales de distribution d'eau potable pour la réalisation des travaux; (iv) convenir des contributions financières(au m3 d'eau vendue) de ces sociétés à la gestion des ressources en eau du bassin de la Mékrou

- P3.2.3 Identifier et réhabiliter l'ensemble des points d'eau potable modernes non obsolètes dans toutes les zones rurales des communes de la zone d'influence du bassin ;ABN/CO-CTT ;SFN ; AE/Comité de bassins-FL- Communes/mairies

Cette mesure consistera à : (i) établir des programmes nationaux de réhabilitation des points d'eau potable modernes en panne et de mise aux normes de potabilités des eaux des puits modernes ouverts; (ii) contribuer à hauteur de 50% aux efforts de financement des Etats;

- P3.2.4 Mettre aux normes de potabilité l'ensemble des puits ouverts pérennes mis à la consommation des populations de la zone d'influence du bassin (couverture, prétraitement...)- ABN/CO-CTT ;SFN ; AE/Comité de bassins-FL- Communes/mairies

Cette mesure consistera à : (i) identifier les ouvrages et évaluer leur état physique; (ii) conduire les travaux de réhabilitation; (iii) consolider la gestion des infrastructures d'AEP

- P3.2.5 Renforcer le système de suivi et de maintenance des PEM dans toutes les communes de la zone d'influence du bassin de la Mékrou

Cette mesure consistera à : (i) articuler efficacement les relations fonctionnelles entre les conseils communaux et les associations des usagers de l'eau et des maintenanciers; (ii) mettre en place un système de gestion efficace (base de données, SIG, mécanisme de renseignement) des données sur l'AEP rurale; (iii) Renforcer les capacités de gestion de l'ensemble des acteurs du système dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence

R 3.3 Le taux d'accès à l'assainissement (eaux usées et excréta) est relevé à au moins 50% pour les ménages, 100 % pour les établissements publics, et 220 km de caniveaux de drainage des eaux pluviales sont réalisés dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025.

- **P 3.3.1** Soutenir les communes pour l'élaboration/consolidation de leurs plans communaux d'assainissement.

Les activités qui soutiennent cette mesure sont les suivantes :

- (i)un appui pour les études; (
- ii)la recherche de financement desdits plans.
- **P 3.3.2** Assurer l'équipement en latrines d'au moins 50% des ménages et 100% des infrastructures publiques (établissements scolaires, centres de santé, marchés publics, ...) des communes de l'espace de compétence du SDAGE de la Mékrou

Cette mesure incorpore les activités suivantes :

- (i) étude pour évaluation des ouvrages nécessaires;
- (ii) campagne IEC et ATPC;
- (iii) recherche financement;
- (iii) appui des ménages à 80% des investissements en latrines;
- (iv) réalisation à hauteur de 100% des financements pour latrines publiques;

- (v) renforcement de compétence

P 3.3.3 Organiser et assurer l'évacuation des eaux de ruissellement et des déchets solides

Cette mesure incorpore les activités suivantes :

- réaliser/réhabiliter les caniveaux de drainage des eaux pluviales à raison de 20 km maximum par chef-lieu de commune;
- créer et gérer des lieux de décharge publique sécurisés;
- Assurer l'évacuation des déchets domestiques solides;

R3.4 La couverture totale de la demande en céréales et en légumes des populations de toutes les communes de la zone d'influence de la Mékrou, ainsi qu'une diversification du régime alimentaire sont assurées dès 2025.

P3.4.1 Améliorer les statistiques agricoles et le suivi des campagnes agricoles ABN/CO-CTT ;SFN ; Communes/mairies

Pour mettre en œuvre cette mesure, il s'agira de (i) appuyer les services techniques compétents de chaque Etat pour l'organisation /consolidation des statistiques agricoles; (ii) Promouvoir progressivement l'agro-écologie dans tous les champs pluviaux de l'espace d'application du SDAGE; (iii) et soutenir les initiatives de production bio dans les champs pluviaux et dans la culture maraîchère.

- P3.4.2 Porter à l'horizon 2025, 121 886 ha de céréales (Bénin : 67 468 ha ; Burkina Faso : 24 889 ha ; Niger : 29 529 ha)- ABN/CO-CTT ; SFN ; STN;

Pour mettre en œuvre cette mesure, il s'agira de : (i) Aménager au moins 2 912 ha de périmètres maraîchers à l'horizon 2025; (ii) porter les rendements à au moins 35 tonnes/ha ; (iii) valoriser 200 ha par pays en micro-irrigation; (iv) promouvoir la culture bio dans tous les périmètres maraîchers

P 3.4.3 Porter à 2 912 ha les superficies aménagées pour la culture maraîchère (Bénin : 1 882 ha ; Burkina Faso : 309 ha ; Niger : 721 ha)

Pour mettre en œuvre cette mesure, il s'agira de : (i) Aménager au moins 2 912 ha de périmètres maraîchers à l'horizon 2025; (ii) porter les rendements à au moins 35 tonnes/ha ; (iii) valoriser 200 ha par pays en micro-irrigation; (iv) et promouvoir la culture bio dans tous les périmètres maraîchers.

P3.4.4 Porter les rendements moyens des cultures céréalières à 3 T/ha et des cultures maraîchères à 35 T/ha au moyen de l'irrigation de complément (44 000 bassins de collecte d'eau) et des semences de ruissellement pour l'irrigation

Pour mettre en œuvre cette mesure, il s'agira de : (i) créer 44 000 bassins de collecte des eaux de ruissellement; (ii) produire 20 tonnes/an de semences améliorer par

commune de l'espace d'application du SDAGE; (iii) pratiquer l'agroforesterie; (iv) planter 100 ha de nems/commune pour les pesticides naturels;

- o P3.4.5 Former l'ensemble des maraichers aux pratiques agro-écologiques et à la culture bio (culture sans pesticides et engrais chimiques)- ABN/CO-CTT ; SFN ;STN ; FL

Pour mettre en œuvre cette mesure, il s'agira de : (i) identifier les bénéficiaires; (ii) élaborer les modules; (iii) et former les bénéficiaires.

OS 4 Contribuer à la résorption des déficits en énergie électrique et à une meilleure conservation des productions agricoles de la zone d'influence de la Mékrou à l'horizon 2025

R4.1 Une centrale électrique solaire est construite afin de couvrir au moins 60% de la demande en électricité des centres urbains du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025

- o P4.1.1 Obtenir l'accord des 3 pays pour la création, le lieu d'hébergement et les modalités de gestion d'une centrale solaire commune ou d'intérêt commun (document de support : une étude de faisabilité)

Le développement économique de la zone de la Mékrou passe nécessairement par la résorption du déséquilibre énergétique prononcé qui prévaut actuellement dans ladite zone. Il y a lieu de combler ce déficit énergétique par la construction d'une centrale solaire qui alimentera toutes les communes situées dans la zone de la Mékrou. Une étude de faisabilité précisera les aspects techniques, financiers, économiques, organisationnels et de gestion d'un tel équipement. A la suite de cette étude de faisabilité, il sera nécessaire de mobiliser les fonds nécessaires pour la construction d'un tel équipement. On aura donc les activités majeures suivantes : (i) Réaliser une étude de faisabilité de la centrale commune; (ii) et obtenir l'accord du CO et des trois Chefs d'Etat pour la construction de la centrale.

- o P4.1.2 Mettre en place une centrale solaire au bénéfice des 3 Etats parties de l'accord-cadre de coopération (en relation avec les sociétés nationales de distribution de l'électricité);

Cette mesure consistera à (i) réaliser les APD et EIES de la centrale; (ii) convenir des modalités de partage des coûts d'investissement et des bénéfices; (iii) convenir des modalités de gestion de la centrale; (iv) réaliser et suivre l'exécution des travaux; (v) et définir les modalités de contribution financière de la centrale au financement de la gestion des ressources en eau du bassin de la Mékrou.

R4.2 Au moins 22 infrastructures de production de conservation des produits maraichers et une unité agro industrielle commune production de lait sont réalisées dans le bassin transfrontalier de la Mékrou à l'horizon du SDAGE

- o P4.2.1 Créer les conductions pour une production et une collecte à grande échelle du lait en vue de mettre en place une unité industrielle commune de lait en 2025

Cette mesure consistera à : (i) contribuer à hauteur de 80%, à l'installation d'au moins 1 laiterie (collecte, traitement...) de capacité d'au moins 60 000 litres /jour

(production d'au moins 12 000 vaches?) dans chaque commune; (ii) améliorer la productivité laitière des vaches; (iii) Mettre en place un réseau et un mécanisme de collecte de lait; (iv) mettre en place un laboratoire de contrôle de la qualité du lait; (v) Former les acteurs aux conditions de transport du lait; (vi) et promouvoir la création de fermes laitières.

- P4.2.2 Mettre en place une unité commune de production de lait en poudre, associant le secteur privé et les producteurs de lait des 3 pays voire de la sous-région

- Cette mesure consistera à (i) obtenir l'accord du CO et des Chefs d'Etat des 3 pays et de l'ABN sur la base d'une étude de faisabilité et d'un plaidoyer; (ii) mener les études techniques détaillées; (iii) convenir des modalités de partage des coûts et des bénéfices; (iv) convenir des modalités de gestion et de contribution au financement des ressources en eau; (v) et mettre en place les installations de l'unité.

- P4.2.3 Contribuer (à hauteur de 80% BF et Niger ; 40% Bénin) à l'installation d'au moins 2 infrastructures de conservation des produits maraichers par commune

Cette mesure consistera à : (i) mener une campagne d'IEC sur la conservation des productions agroalimentaires; (ii) identifier les porteurs de projet de conservation; (iii) Elaborer pour chaque portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence, un projet de conservation des productions agroalimentaires; (iv) Former les producteurs sur les normes de conditionnement, de conservation et de stockage des productions agroalimentaires; (v) accompagner les porteurs de projets à hauteur de 70% de leurs investissements.

III. LE CADRE LOGIQUE DU PMPI

Tableau 2 : Cadre logique du PMPI

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
Objectif global : Gérer les ressources en eau en concertation avec l'ensemble des acteurs en vue de contribuer au développement durable de l'espace de compétence du Bassin de la Mékrou				
OS1: Disposer d'un cadre de dialogue et de partage des bénéfices résultant de l'exploitation des ressources naturelles de la zone de la Mékrou et renforcer la coopération entre les pays parties prenantes	R1.1 Le CO, le CTE, le CTT le Forum Local des acteurs prévus dans l'accord-cadre de coopération sont rendus fonctionnels d'ici 2020,			
	<i>P1.1.1 Promouvoir auprès des acteurs et les partenaires au développement, le SDAGE et l'ossature organisationnelle de la coopération entre les 3 Etats parties prenantes de l'accord-cadre de coopération</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer un dépliant sur le SDAGE et les organes de gestion des ressources en eau du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence; ▪ Préparer et mener une campagne d'IEC auprès des acteurs du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence (usagers ; services techniques ; partenaires au développement; CEDEAO, ABN ...) sur l'accord-cadre de coopération, le SDAGE et le SAGE; ▪ (iii) Préparer les acteurs à la mise en place des différents organes locaux et transfrontaliers 	Rapports annuels de l'ABN-SFN ; CTE Rapports annuels de l'ABN-SFN ; CTE Rapports annuels de l'ABN-SFN ; CTE	Le document de SDAGE est adopté par le CM de l'ABN ✓Tenue des premières sessions du CTE/Mékrou et du CO/Mékrou
	<i>P1.1.2 Organiser officiellement les premières sessions du CTE/Mékrou et du CO/Mékrou en marge de la session la plus proche du Conseil des Ministres de l'ABN pour la validation du SDAGE du bassin de la Mékrou - ABN-SFN ; CTE</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ : Organisation des rencontres de validation du SAGE : 1 ▪ Tenue de l'atelier de validation du SDAGE : 1 	Rapports annuels de l'ABN-SFN ; CTE Rapports annuels de l'ABN-SFN ; CTE	✓Le FLE est accepté sur toutes les portions nationales de la Mékrou

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	P1.1.3 Structurer et organiser le Forum Local (FL) des acteurs de chaque portion nationale de la zone d'influence de la Mékrou - ABN-SFN ; STN ; AE/CB	<ul style="list-style-type: none"> La conduite d'une étude sur les trois portions nationales de la Mékrou ; La mise en place des forums locaux au niveau de chaque portion nationale 	Rapports annuels de l'ABN-SFN ; STN ; AE/CB Rapports annuels de l'ABN-SFN ; STN ; AE/CB	✓L'idée du CTT est acceptée sur toutes les portions nationales de la Mékrou
	P1.1.4 Mettre en place et opérationnaliser dès 2019, un Cadre Tripartite Transfrontalier (CTT) de dialogue et de concertation sur la gestion des ressources en eau et les écosystèmes partagés, et regroupant les acteurs locaux (usagers, services techniques, Communes, ONG...) des trois portions nationales de la zone d'influence de la Mékrou- ABN-SFN ; STN ; AE/CB	<ul style="list-style-type: none"> Mener auprès des acteurs locaux de l'eau, une campagne spécifique pour la mise en place des forums locaux de l'eau; Organiser matériellement la tenue des AG des FLE assurer la tenue 1ère rencontre (2 jours pour 30 représentants); . 	Rapports annuels de l'ABN-SFN ; STN ; AE/CB) Rapports annuels de l'ABN-SFN ; STN ; AE/CB	✓L'idée du CTT est acceptée sur toutes les portions nationales de la Mékrou
	R1.2 Les acteurs du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence sont dotés de moyens de prévision efficaces et les compétences requises afin de leur permettre de faire face aux aléas climatiques et à ses conséquences dès 2020			Existence de bonne collaboration entre les services techniques
	<ul style="list-style-type: none"> P1.2.1: Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme opérationnel de gestion des systèmes d'alerte précoce sur les inondations, les sécheresses 	<ul style="list-style-type: none"> (i)Mener une campagne d'IEC ; (ii) identifier les acteurs directement concernés par la mise en œuvre des systèmes d'alerte; 	Rapport d'activités de la campagne IEC Document d'identification des acteurs Rapport de	

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	et les déficits céréaliers - ABN /CTT; SFN- AE/CB ; Services Techniques pays	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (iii) adopter les Systèmes d'alerte à mettre en œuvre; ▪ (iv) élaborer les mécanismes de mise en œuvre; 	fonctionnement des systèmes d'alerte Document d'élaboration des mécanismes de mise en œuvre	
	o P1.2.2: Assurer la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme de gestion des systèmes d'alerte précoce	<ul style="list-style-type: none"> ▪ élaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre des systèmes d'alerte; ▪ (ii) former les acteurs sur le mécanisme de mise en œuvre; (iii) assurer régulièrement le suivi-évaluation ▪ 	Rapport d'étude Rapport de formation	
	R1.3 Un réseau partagé de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau et des équipements adéquats installés selon les normes de l'OMM est disponible dès 2022, tandis que des données fiables sur l'eau, les usages de l'eau, la production et les écosystèmes aquatiques et forestiers sont disponibles dès 2025 ..			Existence de bonne
	P1.3.1: Mettre en place un réseau optimum transfrontalier de suivi quantitatif et quantitatif des ressources en eau de la zone d'influence du bassin de la Mékrou (piézométrie,	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) identifier avec les STN le type d'équipement et les points d'installation desdits équipements pour le suivi; ▪ (ii) acquérir l'équipement; ▪ (iii) installer les équipements; 	Rapport d'identification des équipements Pièces justificatives de dépenses Rapport	

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	hydrométrie, qualité bactériologique et physico-chimique) – ABN /SFN-CTT; SFN ; STN ; AE/CB-FL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (iv) former les acteurs concernés à l'utilisation desdits équipements; ▪ (v) assurer la collecte et le traitement des données 	d'installation des équipements Rapport de formation Rapports d'activités/suivi	collaboration entre les services techniques
	P1.3.2 : Assurer le suivi des phénomènes d'érosion et de comblement des lits de la Mékrou et de ses affluents	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) identifier les sites de contrôle; ▪ (ii) mettre en place un réseau (échelles) de suivi de l'envasement des lits de la Mékrou et des plans d'eau de surface; ▪ (iii) former les acteurs à la collecte et au traitement des données ▪ 	Rapport d'identification Rapport de suivi Rapport de formation	
	P1.3.3 Elaborer et mettre en place un SIG transfrontalier opérationnel pour la gestion des données sur l'eau et les écosystèmes de la zone d'influence de la Mékrou (qualité, quantité, usages, état de dégradation des berges, prolifération des plantes nuisibles, ...) en relation avec l'ABN et les STN compétentes- ABN /CO-CTT; SFN ; STN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Elaborer les TdR du SIG ; ▪ (ii) Conduire une étude pour l'élaboration du SIG; ▪ (iii) veiller à mettre en adéquation les besoins en inputs des modèles mathématiques d'aide à la prise de décision et les données du SIG; ▪ (iv) former les acteurs concernés pour l'exploitation du SIG 	Document de TdR Rapport d'étude Existence d'un logiciel/proiciel adapté Rapport de formation	Existence de bonne collaboration entre les services techniques
	R1.4 : Le recouvrement à hauteur d'au moins 20 % des recettes par l'application des principes « préleveur-payeur » et « pollueur –payeur » est			Existence de bonne

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	effectif d'ici 2025			collaboration entre les services techniques
	<i>P1.4.1: Etablir la faisabilité de la mise en œuvre des principes « préleveur-payeur » et « pollueur-payeur » dans la zone d'influence de la Mékrou</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) conduire une étude de faisabilité ; ▪ (ii) faire adopter les documents; ▪ (iii) Mener des campagnes d'IEC afin d'obtenir l'adhésion des contribuables potentiels de la zone d'influence de la Mékrou ; ▪ (iv) identifier les redevables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude ▪ PV d'adoption ▪ Rapport de campagne ▪ Rapport d'identification des redevables 	Existence de bonne collaboration entre les services techniques
	o <i>P1.4.2 Elaborer un document technique définissant les assiettes et leurs montant, les mécanismes d'application et les modalités de gestion des produits issus des dites taxes</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ mener une étude technique sur les taxes; (ii) définir les mécanismes et les modalités de recouvrement et de gestion des taxes; ▪ (iii) obtenir l'adhésion des responsables des différents pays; et des contribuables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude ▪ Rapport de concertation tripartite 	
	<i>P1.4.3 : Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer le document de suivi-évaluation; ▪ renforcer les compétences des acteurs à son application 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'étude Rapport de formation 	
OS2 : Préserver et protéger au mieux à l'horizon 2025, les ressources naturelles de la zone d'influence de la Mékrou, contre l'exploitation non durable des écosystèmes forestiers et aquatiques et des sols,	R21. La consommation de bois des ressources forestières naturelles est réduite à hauteur d'au moins 60% en 2025 afin de préserver les écosystèmes forestiers dans toutes les communes du bassin	▪		✓
	<i>P2.1.1 Planter et gérer au moins</i>	▪ (i) Mener une campagne d'IEC sur la	▪ Rapport de	Risque d'épuisement

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
tous objets d'une gestion peu efficiente.	2 000 ha de forêts communales, communautaires ou privées de ligneux à croissance rapide exploitables dès 2022 dans chaque commune et les ouvrir au pâturage)	<p>pertinence et les avantages des plantations;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ (ii) Etude d'identification et de choix des sites ; ▪ (ii) organiser et former les acteurs bénéficiaires à la gestion contrôlée des forêts; (iii) acquérir les plants; ▪ (iv) organiser la distribution/vente du bois 	<p>stratégie d'IEC</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de campagne d'IEC ▪ Rapport d'étude d'identification des sites ▪ Rapport de renforcement de capacité des acteurs concernés ▪ Rapport d'organisation de la distribution/vente du bois 	des énergies si ces mesures d'accompagnement ne sont pas prises
	o P2.1.2 Mettre en place des unités de fabrication des foyers solaires et de foyers améliorés adaptés afin de réduire la consommation du bois	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) identifier et former les artisans locaux; ▪ (ii) soutenir la fabrication 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'identification des artisans locaux ▪ Rapport de formation ▪ Rapport de suivi-évaluation 	
	o P2.1.3 Equiper progressivement 40% des ménages du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence en foyers solaires et 80% des ménages en foyers améliorés à l'horizon 2025	<ul style="list-style-type: none"> ▪ mener une campagne IEC; ▪ (ii) assurer la vente ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de campagne d'IEC ▪ Rapport de suivi des ventes 	
	R2.2 Les données relatives aux flux et reflux ainsi qu'à la santé			

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	du cheptel transhumant sont maîtrisée d'ici 2022, et les zones de passage, de transit et d'accueil saisonniers dudit cheptel sont aménagées et équipées d'ici 2025.			
	<ul style="list-style-type: none"> o P2.2.1 Aménager les zones adaptées au pâturage du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence o ; ABN /CO-CTT ; SFN 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Mener une étude sur l'identification et la cartographie des zones aménageables et sur la sécurité foncière y relative; ▪ (ii) faire un choix consensuel des zones à aménager en accord avec les propriétaires terriens; ▪ (iii) élaborer les dossiers techniques d'aménagement (PEM; paire de pâture; aire de repos; pistes;...); ▪ (iv) réaliser les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude ▪ Rapport de concertation ▪ Document d'élaboration des dossiers techniques ▪ PV de réception des travaux 	
	P2.2.2 Renforcer l'aménagement des couloirs de transhumance par la mise en place de postes de contrôle des mouvements des troupeaux transhumants de la zone d'influence de la Mékrou-ABN /CO-CTT ; SFN ; STN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) identifier les postes de contrôle des flux et reflux du cheptel transhumant; ▪ (ii) mettre en place les dispositifs de suivi et de contrôle de la transhumance (kits de contrôle de santé y compris); 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Document d'identification des postes ; ▪ Rapport de suivi et de contrôle 	
	P2.2.3 Définir et mettre en place, un système informatisé de collecte et d'échanges des données relatives à la santé, au nombre et aux mouvements saisonniers des troupeaux transhumants aux postes de contrôle de la zone d'influence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (ii) Elaborer un SIG couplé à une base de données sur les flux et reflux et sur la santé; ▪ (ii) former les contrôleurs à l'exploitation des dispositifs de contrôle et de suivi; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'élaboration du SIG ▪ Rapport de formation 	

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	de la Mékrou entre les services techniques concernés des 3 pays- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN			
	R2.3 La connaissance et la gestion de l'ensemble des écosystèmes forestiers et aquatiques ainsi que les sites sacrés jugés d'importance transfrontière et/ou nationale sont maîtrisés dès 2020, et leur restauration effective dès 2025.			Existence de bonne collaboration entre les services techniques
	<i>P2.3.1 Elaborer dans le cadre du CTT, un plan guide opérationnel d'aménagement et de gestion des écosystèmes forestiers, des sites culturels sacrés et des espaces pastoraux de la zone d'influence de la Mékrou en 2020</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) établir l'état des lieux des écosystèmes et des sites sacrés; ▪ (ii) élaborer et adopter le plan opérationnel d'aménagement et de gestion; ▪ (iii) approuver le plan ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport l'état des lieux des écosystèmes et des sites sacrés; ▪ Rapport de plan opérationnel d'aménagement et de gestion; ▪ PV d'approbation u plan 	
	<i>P2.3.2 Elaborer des plans communaux de restauration et de protection intégrée des écosystèmes partagés et locaux ainsi que des sites sacrés dégradés et/ou menacés</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Appuyer dans le cadre des FLE, les communes pour l'élaboration de plans communaux de restauration et de protection; ▪ (ii) mettre un dispositif durable de veille sur le respect des zones de protection des écosystèmes et des sites écologiques sacrés; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'élaboration de plan communaux de restauration et de protection; ▪ Document de dispositif durable de veille 	

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
		▪		
	P2.3.3 Définir et délimiter des zones de protection rapprochée des écosystèmes aquatiques et forestiers ainsi que des sites sacrés de la zone d'influence de la Mékrou	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) identifier les zones; ▪ (ii) mettre en place des balises de délimitation; ▪ (iii) assurer la police de l'eau et/ou de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'identification ▪ Pv de réception des balises ▪ Rapport d'activités police de l'eau et/ou de l'environnement 	✓
	P2.3.5 Restaurer 100% des écosystèmes et sites sacrés dégradés identifiés- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN ;	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) élaborer un dossier technique; ▪ (ii) Réaliser les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport du dossier technique ▪ Pv de réception des travaux 	✓
	P2.3.6 Définir et mettre en œuvre, un mécanisme de mise en synergie des actions des polices de l'environnement et de l'eau des 3 pays dans toute la zone d'influence de la Mékrou- ABN /CO-CTT ; SFN ; STN ;	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Conduire une étude; ▪ (ii) produire un protocole de collaboration entre les polices de l'eau et de l'environnement des trois pays; assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre du dispositif ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude ▪ Document de protocole de collaboration 	Existence de bonne collaboration entre les services techniques
		▪		✓
	R2.4 L'affluence et les visites des touristes au Parc W sont améliorées d ici 2025.	▪		✓
	P2.4.1 Consolider l'ensemble des pistes d'accès, les locaux, le système d'assainissement et d'alimentation en eau potable des sites d'hébergement des visiteurs du parc W	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Etablir un état des lieux des infrastructures d'accueil du parc W; ▪ (ii) procéder aux réfections et à l'aménagement de nouvelles structures d'accueil pour en augmenter le confort 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport du dossier technique ▪ Pv de réception des travaux 	✓

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
		▪		
	<i>P2.4.2 Aménager et équiper des postes d'observation de la faune sauvage pour le tourisme de vision</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Choisir les postes d'observation de la faune sauvage les mieux indiqués; ▪ (ii) aménager et équiper lesdits postes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude ▪ Pv de réception des travaux 	✓
OS3 Renforcer durablement la résilience des populations de la zone d'influence de la Mékrou en assurant confortablement la couverture de leurs besoins de base (eau, assainissement, sécurité alimentaire) en 2025	R3.1 Environ 100 Mm3 d'eau de surface du bassin de la Mékrou sont mobilisés pour régulariser son régime d'écoulement et pour développer l'AEP, l'agriculture et la pêche d'ici 2025. ABN /CO-CTT	▪		✓
	<i>P3.1.1 Construire en territoire béninois un barrage-seuil commun ou d'intérêt commun d'une capacité de 100 Mm3 – ABN /CO-CTT ; Etats/PTF</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Réaliser les études techniques (APS; APD; EIES); ▪ (ii) convenir de la répartition des coûts d'investissements entre les 3 Etats; ▪ (iii) mobiliser les ressources financières et les appuis nécessaires ; ▪ (iv) réaliser les travaux et assurer le contrôle et la surveillance; ▪ (iv) définir les modalités de sa gestion; ▪ (v) Etablir une clé de partage des volumes d'eau stockés destinés à l'AEP des villes et à l'irrigation (41 Mm3) entre les 3 pays ; ▪ (vi) convenir de la répartition des eaux du lac et du partage des bénéfices 	<p>Rapport d'étude Compte rendu sur le choix de la répartition des coûts d'investissements entre les 3 Etats</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Point sur la situation de la mobilisation des ressources financières ▪ Document de définition les modalités de gestion ▪ Document d'établissement d'une clé de partage des volumes d'eau 	Existence de bonne collaboration entre les services techniques et les usagers de l'eau

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
			stockés ▪ Document de convention de la répartition des eaux du lac et du partage des bénéfices	
	<i>P3.1.2 Construire un seuil de dérivation des eaux du barrage pour l'alimentation des mares du parc W- ABN /CO-CTT - Pays/PTF ; STN</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mener les études techniques; ▪ (ii) réaliser et contrôler les travaux; ▪ (iii) définir un plan de gestion de la dérivation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'études techniques ▪ PV de restitution des travaux ▪ Rapport d'étude définir un plan de gestion de la dérivation 	✓
	<i>P3.1.3 Construire deux seuils de dérivation des eaux du réservoir de stockage au niveau des portions nationales du Burkina Faso et du Niger pour soutenir l'AEP, la petite irrigation et la pêche</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Mener les études techniques; ▪ (ii) convenir du choix des tracés; ▪ (iii) réaliser et contrôler les travaux ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'études techniques ▪ CR de convention du choix des tracés ▪ Pv de réception des travaux 	✓
	<i>P3.1.4 Assurer un stock de 50 Mm3 des eaux du barrage-seuil pour le soutien d'un étiage minimum de la Mékrou de 2,5 m3/s à sa confluence avec le lit principal du fleuve Niger</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) définir un niveau minimal qui assure l'étiage de 2,5 m3/s; ▪ (ii) mettre en aval des stations hydrométriques de contrôle; ▪ (iii) assurer la gestion des stations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'études techniques ▪ Pv de restitution des stations hydrométriques de contrôle; 	✓

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
			<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'activités et de suivi de la gestion des stations 	
	<p><i>P3.1.5 Promouvoir par la pisciculture et la pêche de capture, la production d'au moins 5 000 T de poisson /an dans la zone d'influence de la Mékrou à fin de couvrir la demande en poisson de la population</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) convenir de l'accès au lac aux pêcheurs des 3 pays; ▪ (ii) réaliser des aménagements piscicoles; ▪ (iii) organiser la filière pêche autour du lac et du cours de la Mékrou; ▪ (iv) Organiser la production d'alevins et l'empoissonnement des lacs; ▪ (vi) mettre aux normes les conditions de pêche; ▪ (v) former les pêcheurs et les autres acteurs de la filière 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Document de convention de l'accès au lac aux pêcheurs des 3 pays; ▪ Rapports d'études d'aménagements ▪ Pv de restitution d'aménagement ▪ Documents de normalisation ▪ Apports de formation 	<p>Existence de bonne collaboration entre les services techniques et les usagers de l'eau</p> <p>✓</p>
	<p>R3.2 Le taux d'accès à l'eau potable des populations est relevé à 100 % dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 		<p>✓</p>
	<p><i>P3.2.1 Créer 60 AEP multi-villages ou leurs équivalents en PEM (Bénin : 35; Burkina Faso: 13; Niger 12) supplémentaires (Bénin: EPM; Burkina Faso: EPE; Niger: EPE) pour la couverture de la demande en eau potable des zones rurales de toutes les communes de la zone d'influence de la Mékrou</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer un projet commun d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans le bassin transfrontalier et sa zone d'influence; ▪ (convenir de la répartition des coûts d'investissement structurant; ▪ (iii) convenir des modalités de sa mise en œuvre; ▪ assurer sa mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude de faisabilité projet commun d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ▪ Documents de convention de la répartition des coûts 	<p>Existence de bonne collaboration entre les services techniques et les usagers de l'eau</p> <p>✓</p>

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	(AEP multi-villages, centre de distribution, PMH...) à l'horizon 2025-		d'investissement structurant et des modalités de sa mise en œuvre; ▪ Rapport d'activités	
	P3.2.2 Créer ou consolider à raison d'une station par commune, des stations de traitement de 6 Mm3/an supplémentaires d'eau brute de la Mékrou afin d'assurer la couverture à 100% de la demande en eau potable des populations urbaines (en appui aux sociétés nationales de distribution d'eau potable des 3 pays) à l'horizon 2025-	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Etablir des protocoles de mise en œuvre avec les sociétés de distribution d'eau potable des 3 pays; ▪ (ii) convenir de la répartition des volumes d'eau brute par pays; ▪ (iii) appuyer les sociétés nationales de distribution d'eau potable pour la réalisation des travaux; ▪ (iv) convenir des contributions financières (au m3 d'eau vendue) de ces sociétés à la gestion des ressources en eau du bassin de la Mékrou ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Document d'établissement protocoles de mise en œuvre avec les sociétés de distribution d'eau potable des 3 pays; ▪ Documents de convention de la répartition des volumes d'eau brute par pays et des contributions financières ▪ Rapport d'activités 	Existence de bonne collaboration entre les services techniques et les usagers de l'eau
	P3.2.3 Identifier et réhabiliter l'ensemble des points d'eau potable modernes non obsolètes dans toutes les zones rurales des communes de la zone d'influence du bassin ;ABN/CO-CTT ;SFN ; AE/Comité de bassins-FL-Communes/mairies	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Etablir des programmes nationaux de réhabilitation des points d'eau potable modernes en panne et de mise aux normes de potabilités des eaux des puits modernes ouverts; ▪ (ii) contribuer à hauteur de 50% aux efforts de financement des Etats; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'études de faisabilité de programmes nationaux de réhabilitation des points d'eau potable modernes en panne et de mise aux normes de potabilités des eaux des puits modernes ouverts; 	✓

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
			<ul style="list-style-type: none"> Point sur la mobilisation des ressources financières 	
	<p>P3.2.4 Mettre aux normes de potabilité l'ensemble des puits ouverts pérennes mis à la consommation des populations de la zone d'influence du bassin (couverture, prétraitement...)- ABN/CO-CTT ; SFN ; AE/Comité de bassins-FL- Communes/mairies</p>	<ul style="list-style-type: none"> (i) identifier les ouvrages et évaluer leur état physique; (ii) conduire les travaux de réhabilitation; (iii) consolider la gestion des infrastructures d'AEP 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'identification les ouvrages et évaluer leur état physique Pv de réception des travaux Rapports d'activités 	✓
	<p>P3.2.5 Structurer ou consolider l'organisation de la gestion des PEM en milieu rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> (i) Articuler efficacement les relations fonctionnelles entre les conseils communaux et les associations des usagers de l'eau et des maintenanciers; (ii) mettre en place un système de gestion efficace (base de données, SIG, mécanisme de renseignement) des données sur l'AEP rurale; (iii) Renforcer les capacités de gestion de l'ensemble des acteurs du système dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'étude organisationnelle ; Rapport d'étude pour la mise en place d'un système de gestion efficace (base de données, SIG, mécanisme de renseignement) des données sur l'AEP rurale; Rapports de formation 	✓
	<p>R3.3: Le taux d'accès à l'assainissement (eaux usées et excréta) est relevé à au moins 50% pour les ménages, 100 % pour les établissements publics,</p>	<ul style="list-style-type: none"> 		✓

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	et 220 km de caniveaux de drainage des eaux pluviales sont réalisés dans toutes les communes du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025.			
	<i>P3.3.1 Soutenir les communes pour l'élaboration/consolidation de leurs plans communaux d'assainissement</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui pour étude; ▪ recherche de financement desdits plans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'études ▪ Point sur la recherche de financement desdits plans 	✓
	<i>P3.3.2 Assurer l'équipement en latrines d'au moins 50% des ménages et 100% des infrastructures publiques (établissements scolaires, centres de santé, marchés publics, ...) des communes de l'espace de compétence du SDAGE de la Mékrou</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ étude pour évaluation des ouvrages nécessaires; ▪ campagne IEC et ATPC; ▪ recherche financement; ▪ appui des ménages à 80% des investissements en latrines; ▪ réalisation à hauteur de 100% des financements pour latrines publiques; ▪ renforcement de compétence ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'études ; ▪ Rapport de campagne IEC et ATPC ▪ Point sur la recherche de financement ▪ rapports de financement 	✓
	<i>P3.3.4 Organiser et assurer l'évacuation des eaux de ruissellement et des déchets solides</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) réaliser/réhabiliter les caniveaux de drainage des eaux pluviales à raison de 20 km maximum par chef-lieu de commune; (ii) créer et gérer des lieux de décharge publique sécurisés; ▪ (iii) Assurer l'évacuation des déchets domestiques solides; ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'études ; ▪ Point sur la recherche de financement ▪ Rapports d'activités 	✓
	R3.4 La couverture totale de la demande en céréales et en légumes des populations de toutes les communes de la	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (<ul style="list-style-type: none"> ▪ 	✓

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	zone d'influence de la Mékrou, ainsi qu'une diversification du régime alimentaire sont assurées dès 2025			
	<i>P3.4.1 Améliorer les statistiques agricoles et le suivi des campagnes agricoles</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ i) Appuyer les services techniques compétents de chaque Etat pour l'organisation /consolidation des statistiques agricoles; ▪ (ii) Promouvoir progressivement l'agro-écologie dans tous les champs pluviaux de l'espace d'application du SDAGE; ▪ (iii) soutenir les initiatives de production bio dans les champs pluviaux et dans la culture maraichère; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités ▪ Rapport de suivi-évaluation ▪ Rapport de suivi-évaluation 	<p>Les populations ont compris le bien-fondé de la culture agro écologique</p> <p>Les cultures bio sont une rentabilité économique et financière</p>
	<i>P3.4.2 Porter à l'horizon 2025, les superficies des cultures pluviales de céréales à 121 886 ha (Bénin : 67 468 ha ; Burkina Faso : 24 889 ha ; Niger : 29 529 ha)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Emblaver à l'horizon 2025, 121 886 ha de céréales ; ▪ (ii) Porter les rendements moyens des cultures céréalières à 3 T/ha ; ▪ (iii) Promouvoir l'irrigation de complément à raison de 2 000 ha témoins par commune de l'espace d'application du SDAGE de la Mékrou; ▪ (iv) Produire au moins 5 000 tonnes de semences améliorées dans chaque commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités ▪ Rapport de suivi-évaluation ▪ Rapport de suivi-évaluation 	✓
	<i>P3.4.3 Porter à 2 912 ha les superficies aménagées pour la culture maraichère (Bénin : 1 882 ha ; Burkina Faso : 309 ha ;</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Aménager au moins 2 912 ha de périmètres maraichers à l'horizon 2025; ▪ (ii) porter les rendements à au moins 35 tonnes/ha ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités ▪ Rapport de suivi-évaluation 	✓

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	Niger : 721 ha)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (iii) valoriser 200 ha par pays en micro-irrigation; ▪ (iv) promouvoir la culture bio dans tous les périmètres maraichers ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi-évaluation 	
	P3.4.4 Porter les rendements moyens des cultures céréalières à 3 T/ha et des cultures maraichères à 35 T/ha au moyen de l'irrigation de complément (44 000 bassins de collecte d'eau) et des semences de ruissellement pour l'irrigation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) créer 44 000 bassins de collecte des eaux de ruissellement; ▪ (ii) produire 20 tonnes/an de semences améliorer par commune de l'espace d'application du SDAGE; ▪ (iii) pratiquer l'agroforesterie; ▪ (iv) planter 100 ha de nems/commune pour les pesticides naturels; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités ▪ Rapport de suivi-évaluation ▪ Rapport de suivi-évaluation 	✓
	P3.4.5 Former les producteurs de toutes les communes de l'espace d'application du SDAGE, aux pratiques agro-écologiques et à la culture bio (culture sans pesticides et engrais chimiques)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) identifier les bénéficiaires; (▪ ii) élaborer les modules; ▪ former les producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ rapport d'étude d'identification des bénéficiaires et d'élaboration de modules ▪ Rapport de formation 	✓
OS 4 Promouvoir le développement économique local des communes de la zone d'influence de la Mékrou en 2025 par la fourniture d'énergie solaire à même de soutenir la demande en énergie électrique	R4.1 Une centrale électrique solaire est construite afin de couvrir au moins 60% de la demande en électricité des centres urbains du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence dès 2025			✓
	P4.1.1 Obtenir l'accord des 3 pays pour la création, le lieu d'hébergement et les modalités de gestion d'une	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Réaliser une étude de faisabilité de la centrale commune; ▪ (ii) obtenir l'accord du CO et des trois Chefs d'Etat pour la construction de la 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'étude ▪ Accord du CO et des trois Chefs d'Etat pour la 	✓ Existence d'une volonté commune des autorités et des populations des 3 pays

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	<i>centrale solaire commune ou d'intérêt commun (document de support : une étude de faisabilité)</i>	centrale;	construction de la centrale;	pour la mise en place d'une centrale solaire
	<i>P4.1.2 Mettre en place une centrale solaire d'une capacité de xxx Mégawatt au bénéfice des 3 Etats parties de l'accord-cadre de coopération (en relation avec les sociétés nationales de distribution de l'électricité);</i> ;	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Réaliser les APD et EIES de la centrale; ▪ (ii) convenir des modalités de partage des coûts d'investissement et des bénéfices; ▪ (iii) convenir des modalités de gestion de la centrale; ▪ (iv) réaliser et suivre l'exécution des travaux; ▪ (v) définir les modalités de contribution financière de la centrale au financement de la gestion des ressources en eau du bassin de la Mékrou ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités ▪ Rapports de suivi contrôle ▪ PV de réception des travaux ▪ Documents de convention des modalités de partage des coûts d'investissement et des bénéfices; ▪ Documents de convention des modalités de gestion de la centrale; ▪ Documents de définition des modalités de contribution financière de la centrale au financement de la gestion des ressources en eau du bassin de la Mékrou ▪ ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence d'une volonté commune des autorités et des populations des 3 pays pour la mise en place d'une centrale solaire

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
	R4.2 Au moins 22 infrastructures de production de conservation des produits maraichers et une unité agro industrielle commune production de lait sont réalisées dans le bassin transfrontalier de la Mékrou à l'horizon du SDAGE	▪		✓
	<ul style="list-style-type: none"> ○ P4.2.1 Créer les conductions pour une production et une collecte à grande échelle du lait en vue de mettre en place une unité industrielle commune de lait en 2025 ○ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Contribuer à hauteur de 80%, à l'installation d'au moins 1 laiterie (collecte, traitement...) de capacité d'au moins 60 000 litres /jour (production d'au moins 12 000 vaches?) dans chaque commune; ▪ (ii) améliorer la productivité laitière des vaches; ▪ (iii) Mettre en place un réseau et un mécanisme de collecte de lait; ▪ (iv) mettre en place un laboratoire de contrôle de la qualité du lait; ▪ (v) Former les acteurs aux conditions de transport du lait; (vi) promouvoir la création de fermes laitières 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'études ▪ Rapports de suivi-évaluation ▪ Rapports d'activités, de contrôle ▪ Pv de réception du laboratoire ▪ Rapport de formation 	Existence d'une volonté commune des autorités et des populations des 3 pays pour la mise en place de cette unité.
	<ul style="list-style-type: none"> ○ P4.2.2 Mettre en place une unité commune de production de lait en poudre, associant le secteur privé et les producteurs de lait des 3 pays voire de la sous-région ○ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Obtenir l'accord du CO et des Chefs d'Etat des 3 pays et de l'ABN sur la base d'une étude de faisabilité et d'un plaidoyer; ▪ (ii) mener les études techniques détaillées; ▪ (iii) convenir des modalités de partage des coûts et des bénéfices; ▪ (iv) convenir des modalités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Document de l'accord du CO et des Chefs d'Etat des 3 pays et de l'ABN sur la base d'une étude de faisabilité et d'un plaidoyer; 	Existence d'une volonté commune des autorités et des populations des 3 pays pour la mise en place de cette unité.

Objectifs spécifiques	Résultats (R) attendus et Produits escomptés (P)	Indicateurs des Résultats et cibles (2025) ou activités	Source de vérification	Hypothèses / Risques
		<ul style="list-style-type: none"> et de contribution au financement des ressources en eau; ▪ (v) mettre en place les installations de l'unité ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'études ▪ Rapports de suivi-évaluation ▪ Rapports d'activités, de contrôle ▪ Pv de réception des installations de l'unité 	
	<ul style="list-style-type: none"> ○ P4.2.Contribuer (à hauteur de 80% BF et Niger; 40% Bénin) à l'installation d'au moins 2 infrastructures de conservation des produits maraichers par commune ○ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ (i) Mener une campagne d'IEC sur la conservation des productions agroalimentaires; ▪ (ii) identifier les porteurs de projet de conservations; ▪ (iii) Elaborer pour chaque portion nationale du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence, un projet de conservation des productions agroalimentaires; ▪ (iv) Former les producteurs sur les normes de conditionnement, de conservation et de stockage des productions agroalimentaires; ▪ (v) accompagner les porteurs de projets à hauteur de 70% de leurs investissements ▪ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de campagne IEC ▪ Rapports d'études ▪ Rapports de suivi-évaluation ▪ Rapports d'activités, de contrôle Pv de réception des installations de l'unité 	✓

IV. LE CHRONOGRAMME D'ACTIVITÉS ET LE BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PMPI

Le montant total du PMPI est évalué à **82 412 500** FCFA sur une période de 8 ans.

Tableau 3 : récapitulatif des montants par résultat attendu.

Résultats attendus	Montant (*1000 FCF)
R1.1	56 500
R1.2	40 000
R1.3	160 000
R1.4	568 000
OS1	824 500
R2.1	580 000
R2.2	2 360 000
R2.3	755 000
R2.4	45 000
OS2	3 740 000
R3.1	3 120 000
R3.2	10 450 000
R3.3	1 243 000
R3.4	12 589 000
OS3	27 402 000
R4.1	40 050 000
R4.2	10 396 000
OS4	50 446 000
Montant total	82 412 500

Tableau 4 : Calendrier de mise en œuvre et budget estimatif du PMI

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
R1.1	Promouvoir auprès des acteurs et les partenaires au développement, le SDAGE et l'ossature organisationnelle de la coopération entre les 3 Etats parties prenantes de l'accord-cadre de coopération	5 000								5 000
	Organiser officiellement les premières sessions du CTE/Mékrou et du CO/Mékrou en marge de la session la plus proche du Conseil des Ministres de l'ABN pour la validation du SDAGE du bassin de la Mékrou ;									1 000
	Structurer et organiser le Forum Local de l'Eau(FLE) des acteurs de chaque portion nationale de la zone d'influence de la Mékrou									20 000
	Mettre en place et opérationnaliser dès 2019, un Cadre Tripartite Transfrontalier (CTT) de dialogue et de concertation sur la gestion des ressources en eau et									30 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	les écosystèmes partagés, et regroupant les acteurs locaux (usagers, services techniques, Communes, ONG...) des trois portions nationales de la zone d'influence de la Mékrou									
	Organiser la gestion opérationnelle rotative du CTT									500
	Total Résultats 1.1									56 500
R1.2	Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme opérationnel de gestion des systèmes d'alerte précoce sur les inondations, les sécheresses et les déficits céréaliers									20 000
	Assurer la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme de gestion des systèmes d'alerte précoce									20 000
	Total Résultats 1.2									40 000
R1.3	Mettre en place un réseau optimum transfrontalier de suivi quantitatif et quantitatif des ressources en eau, de la zone d'influence du bassin de la Mékrou (piézométrie,									60 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	hydrométrie, qualité bactériologique et physico-chimique)									
	Assurer le suivi des phénomènes d'érosion et de comblement des lits de la Mékrou et de ses affluents									30 000
	Elaborer et mettre en place un SIG transfrontalier opérationnel pour la gestion des données sur l'eau et les écosystèmes de la zone d'influence de la Mékrou (qualité, quantité, usages, état de dégradation des berges, prolifération des plantes nuisibles, ...) en relation avec l'ABN et les STN compétentes									70 000
	Total Résultats 1.3									160 000
R1.4	Etablir la faisabilité de la mise en œuvre des principes « préleveur-payeur » et « pollueur-payeur » dans le bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence									30 000
	Elaborer un document technique définissant les									20 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	assiettes et leurs montant, les mécanismes d'application et les modalités de gestion des produits issus des dites taxes									
	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre									5 000
	Total Résultats 1.4									568 000
R2.1	Planter et gérer au moins 2 000 ha de forêts communales, communautaires ou privées de ligneux à croissance rapide exploitables dès 2022 dans chaque commune et les ouvrir au pâturage)									440 000
	Mettre en place des unités de fabrication des foyers solaires et de foyers améliorés adaptés afin de réduire la consommation du bois									20 000
	Equiper progressivement 40% des ménages du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence en foyers solaires et 80% des ménages en foyers améliorés à l'horizon 2025									120 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	Total Résultats 2.1									580 000
R2.2	Equiper progressivement 40% des ménages du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence en foyers solaires et 80% des ménages en foyers améliorés à l'horizon 2025									1 500 000
	Aménager les zones adaptées au pâturage du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence									800 000
	Renforcer l'aménagement des couloirs de transhumance par la mise en place de postes de contrôle des mouvements des troupeaux transhumants de la zone d'influence de la Mékrou (balises ; points d'eau...)									60 000
	Total Résultats 2.2									2 360 000
R2.3	Définir et mettre en place, un système informatisé de collecte et d'échanges des données relatives à la santé, au nombre et aux mouvements saisonniers des troupeaux									50 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	transhumants aux postes de contrôle de la zone d'influence de la Mékrou entre les services techniques concernés des 3 pays									
	Elaborer dans le cadre du CTT, un plan guide opérationnel d'aménagement et de gestion des écosystèmes forestiers, des sites culturels sacrés et des espaces pastoraux de la zone d'influence de la Mékrou en 2020									25 000
	Elaborer des plans communaux de restauration et de protection intégrée des écosystèmes partagés et locaux ainsi que des sites sacrés dégradés et/ou menacés									110 000
	Définir et délimiter des zones de protection rapprochée des écosystèmes aquatiques et forestiers ainsi que des sites sacrés de la zone d'influence de la Mékrou									80 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	Restaurer 100% des écosystèmes et des sites sacrés dégradés									440 000
	Equiper et former à l'utilisation et à la gestion, chaque service technique national (eau et environnement) en charge de la gestion des écosystèmes aquatiques et forestiers du bassin transfrontalier de la Mékrou et sa zone d'influence d'au moins 3 drones de surveillance									10 000
	Définir et mettre en œuvre, un dispositif et un mécanisme de mise en synergie des actions des polices de l'environnement et de l'eau des 3 pays dans toute la zone d'influence de la Mékrou									40 000
	Total Résultats 2.3									755 000
R 2.4	Consolider l'ensemble des pistes d'accès, les locaux, le système d'assainissement et d'alimentation en eau potable des sites d'hébergement des									40 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	visiteurs du parc W									
	Aménager et équiper des postes d'observation de la faune sauvage pour le tourisme de vision									5 000
	Total Résultats 2.4									45 000
R 3.1										
	Construire en territoire béninois un barrage-seuil commun d'une capacité de stockage d'au moins 100 Mm3									3 000 000
	Construire un seuil de dérivation des eaux du barrage pour l'alimentation des mares du parc W									30 000
	Construire deux seuils de dérivation des eaux du réservoir de stockage au niveau des portions nationales du Burkina Faso et du Niger pour soutenir l'AEP, la petite irrigation et la pêche									75 000
	Assurer un stock de 50 Mm3 des eaux du barrage-seuil pour le soutien d'un étiage minimum de la Mékrou de 2,5 m3/s à sa confluence avec le lit principal du									15 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	fleuve Niger									
	Total Résultats 3.1									3 120 000
R 3.2	Promouvoir par la pisciculture et la pêche de capture, la production d'au moins 5 000 T de poisson /an dans la zone d'influence de la Mékrou à fin de couvrir la demande en poisson de la population									80 000
	Créer 60 AEP multi-villages ou leurs équivalents en PEM (Bénin: 35; Burkina Faso: 13; Niger 12) supplémentaires (Bénin : EPM ; Burkina Faso : EPE ; Niger : EPE) pour la couverture de la demande en eau potable des zones rurales de toutes les communes de la zone d'influence de la Mékrou (AEP multi-villages, centre de distribution, PMH...) à l'horizon 2025-									3 600 000
	Créer ou consolider à raison d'une station par commune, des stations de traitement de 6 Mm3/an supplémentaires d'eau									5 500 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	brute de la Mékrou afin d'assurer la couverture à 100% de la demande en eau potable des populations urbaines (en appui aux sociétés nationales de distribution d'eau potable des 3 pays) à l'horizon 2025-									
	Réhabilitation l'ensemble des points d'eau potable modernes en panne et non abandonnés dans toutes les zones rurales des communes de la zone d'influence du bassin et assurer la gestion ;									1 000 000
	Mettre aux normes de potabilité, l'ensemble des puits ouverts pérennes mis à la consommation des populations de la zone d'influence du bassin (couverture, prétraitement...)									120 000
	Structurer ou consolider l'organisation de la gestion des PEM en milieu rural									150 000
	Total Résultats 3.2									10 450 000
R 3.3	Soutenir les communes pour l'élaboration/consolidation									55 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	de leurs plans communaux d'assainissement									
	Assurer l'équipement en latrines d'au moins 50% des ménages et 100% des infrastructures publiques (établissements scolaires, centres de santé, marchés publics, ...) des communes de l'espace de compétence du SDAGE de la Mékrou									1 100 000
	Organiser et assurer l'évacuation des eaux de ruissellement et des déchets solides									88 000
	Total Résultats 3.3									1 243 000
R 3.4	Améliorer les statistiques agricoles et le suivi des campagnes agricoles									45 000
	Porter à l'horizon 2025, les superficies des cultures pluviales de céréales à 121 886 ha (Bénin : 67 468 ha ; Burkina Faso : 24 889									6 000 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	ha ; Niger : 29 529 ha)									
	Porter à 2 912 ha les superficies aménagées pour la culture maraichère (Bénin : 1 882 ha ; Burkina Faso : 309 ha ; Niger : 721 ha)									4 000 000
	Porter les rendements moyens des cultures céréalières à 3 T/ha et des cultures maraichères à 35 T/ha au moyen de l'irrigation de complément (44 000 bassins de collecte d'eau) et des semences de ruissellement pour l'irrigation et									2 500 000
	Former les producteurs de toutes les communes de l'espace d'application du SDAGE, aux pratiques agro-écologiques et à la culture bio (culture sans pesticides et engrais chimiques)									44 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
	Total Résultats 3.4									12 589 000
R 4.1	Obtenir l'accord des 3 pays pour la création, le choix du lieu d'hébergement et les modalités de gestion d'une centrale solaire commune ou d'intérêt commun (document de support : une étude de faisabilité)									50 000
	Mettre en place une centrale solaire d'une capacité de xxx Mégawatt au bénéfice des 3 Etats parties de l'accord-cadre de coopération (en relation avec les sociétés nationales de distribution de l'électricité);									40 000 000
	Total Résultats 4.1									40 050 000

Résultat	Mesures	Coûts Annuels (x1000 F CFA)								Coût Total
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	(x1000 F.CFA)
R 4.2	Créer les conductions pour une production et une collecte à grande échelle du lait en vue de mettre en place une unité industrielle commune de lait en 2025									220 000
	Mettre en place une unité commune de production de lait en poudre, associant le secteur privé et les producteurs de lait des 3 pays voire de la sous-région									10 000 000
	Contribuer (à hauteur de 80% BF et Niger ; 40% Bénin) à l'installation d'au moins 2 infrastructures de conservation des produits maraichers par commune									176 000
	Total Résultats 4.2									10 396 000
	MONTANT TOTAL DU PMPI									82 412 500

V. CONCLUSION

Le PMPI se décline en un objectif général, 5 objectifs spécifiques, 12 résultats attendus, 50 mesures et 167 activités prévues pour être mises en œuvre à partir de 2018 jusqu'en 2025, soit une période de 8 ans.

Le montant total du PMPI est évalué à 82 412 500 000 FCFA sur une période de 8 ans.